Parti Communiste
Révolutionnaire de France

Analyses des élections législatives 2024.

Nouvelle séquence de l'aggravation de la crise politique du capitalisme.

L'espoir réside dans le renforcement des organisations ouvrières et des luttes populaires avec son Parti communiste révolutionnaire et ses syndicats et organisations de masse d'orientation de classe.

(Nous renvoyons également au communiqué de notre jeunesse : **https://www.unionjc.fr/2024/07/11/apres-les-elections-au-dela-des-resultats-une-tactique-et-une-strategie-de-combat/** *).*

Les résultats des élections européennes et des législatives confirment l'analyse menée par le Parti Communiste Révolutionnaire de France depuis les Présidentielles de 2017 : nous sommes toujours dans des tentatives de consolidation de la recomposition politique de la part des décideurs et communicants au service du capital, pour tenter de juguler les effets de la crise du capitalisme ; une recomposition en France toujours dans le duel (mais fragilisée après les législatives) autour du pôle Macron-Ensemble-centre-centre droit et le RN.

Rappelons que l'élection de Macron de 2017 a traduit un tournant, voulu par les monopoles, vers une nouvelle réaction, une nouvelle adaptation du capitalisme français considéré en retard dans l'exploitation de la classe ouvrière et que Macron a été un champion aux résultats performants jusqu'ici du point de vue du capital.

Sans surprise, le 1er tour des Législatives anticipées du 30 juin 2024 a vu le RN arriver en tête, avec (selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur) 29% des exprimés (soit 19% des inscrits), suivi du Nouveau Front Populaire (28% des exprimés, 18,19% des inscrits) puis de l'union macroniste, Ensemble (20% des exprimés, 13% des inscrits). Sans surprise également, le jeu des désistements a fonctionné à plein, au nom du "barrage contre l'extrême-droite", refrain servi à de multiples reprises depuis les années 90. Contrairement aux législatives 2022, les macronistes ont aussi choisi le désistement. En effet cette fois l'objectif de Macron avec la dissolution était démagogiquement de s'en "remettre au peuple" et surtout de briser la droite (scission d'Eric Ciotti) et la gauche avec Glucksmann et le PS (ce qui ne s'est pas encore fait). Pour cette première élection législative déconnectée de l'élection présidentielle (depuis le mandat présidentiel à 5 ans, l'élection législative est connectée à celle du Président qui a lieu deux mois plus tôt), comme prévu par les derniers sondages, le résultat fut une absence de majorité absolue ou de majorité relative forte et l'éclatement en trois pôles équivalents en sièges : NFP, 182, Ensemble 168, RN et alliés 143 (RN 126).

Le RN malgré l'adaptation jusqu'au dernier moment de son discours économique n'a pas eu le soutien des monopoles (grandes entreprises) et de l'oligarchie financière. Nous avons pu voir au lendemain du premier tour des grands patrons et dirigeants d'entreprises défiler dans les médias (souvent leurs propriétés) pour expliquer combien il était important pour les affaires, l'économie française et l'industrie d'évoluer dans "un environnement stable et sans bouleversement". [...]

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
Adresse postale : **Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**

Il en fut de même avec l'expression de gouvernements européens en particulier l'Allemagne qui se partage le leadership au sein de l'UE avec la France. Toutes les forces de l'appareil médiatique (des journaux d'entreprises aux TV) l'ont relayé. Il est caractéristique que les taux d'emprunt de la France n'aient pas bougé après la dernière baisse de sa note par une agence de notation, mais que les taux aient augmenté défavorablement après l'annonce de la dissolution. Également après un léger dévissement de la Bourse, elle repartait à la hausse après les résultats du premier tour et l'assurance de l'absence de majorité absolue du RN comme de majorité forte du NFP.

La social-démocratie de droite, le PS est sorti grand gagnant du NFP dans la suite de la NUPES (après plusieurs désastres électoraux dont celui des Présidentielles à moins de 2%). Elle a plus que doubler le nombre de ses députés avec 64 députés (en incluant Générations (5) et sans compter les divers gauches), soit la quasi-totalité de l'augmentation des élus du passage de Nupes (2022) à NFP (2024). Ainsi le PS est remis en selle lui qui a été pendant 40 ans un des deux piliers politiques en alternance de la dictature du capital. Nous avons souvent expliqué que la social-démocratie traditionnelle n'était pas morte, qu'elle pouvait compter sur sa présence dans toutes les institutions, des dizaines de milliers d'élus locaux, des réseaux forts autour des milliers de marchés d'entreprises passés dans les collectivités publiques (régions, départements...), sur des liens dans les CA (conseils d'administrations) des monopoles, jusqu'aux organismes internationaux de l'impérialisme. Le PS a joué aux élections européennes le troisième fer au feu nécessaire (deux fers au feu sont souvent trop peu et trop fragiles pour un dispositif de dictature du capital) avec finalement un score avantageux de 13,8 % mais pas aussi spectaculaire que les 10 % réalisés en en 2019 (en additionnant le PS et Hamon). Glucksmann et le PS furent récompensés par les monopoles (leurs médias, leurs aides financières) d'être le plus va-t-en guerre de la scène politique. Le mythe droite-gauche reste toujours un excellent moyen de duper les masses et fait régulièrement son retour épisodique dans le paysage.

Quand la bipolarisation traditionnelle social-démocratie / droite (PS / droite (RPR-UDF-UMP)), permettant une alternance trompeuse, laissait la place à une autre bipolarisation, LREM / RN, tout aussi nuisible pour les masses populaires, l'objectif de cette recomposition depuis Macron reste le même depuis des décennies, à savoir entretenir l'illusion d'une démocratie et d'un progrès social possibles au sein de ce régime d'exploitation en crise, afin d'empêcher que les luttes ne convergent vers une remise en cause révolutionnaire du système de production capitaliste.

La démocratie bourgeoise, la dictature du capital.

Pour tenir les positions du marxisme-léninisme sur les sujets électoraux, il faut comme point de départ poser la question de l'attitude vis à vis de l'État.

« D'une façon générale, on peut dire que la tendance à éluder la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'État, tendance avantageuse pour l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la déformation du marxisme et à son total avilissement » (Lénine. Chapitre VI de « l'État et la révolution », (souligné par l'auteur). Poser la question de l'attitude des marxistes envers les élections, c'est avant tout poser la question de la nature de l'État sous le mode de production capitaliste. Aussi longtemps que la société sera divisée entre exploiteurs (propriétaires privés des moyens de production et d'échange) et exploités (prolétariat et travailleurs obligés de vendre leur force de travail pour vivre), les exploiteurs auront besoin d'un corps législatif, politique, judiciaire, répressif et armé : l'État ! « L'État est un organisme de domination de classe, d'oppression d'une classe par une autre » (K.Marx). Cette domination de classe est qualifiée de dictature par les marxistes, car cette domination est sans partage ; la bourgeoisie, classe dominante sous le capitalisme, dirige l'État et l'ensemble de la société. Bien entendu, la bourgeoisie va présenter [...]

sa dictature de classe comme la « démocratie ». Tant dans l'infrastructure économique, grâce aux rapports de production capitalistes, que dans la superstructure (État, institutions idéologiques, médias, école, justice, églises, partis au pouvoir…), la bourgeoisie va diffuser sa conception du monde. « Dans la société capitaliste, les idées dominantes sont celles de la classe dominante » (K.Marx). L'ensemble des institutions sous le capitalisme diffuse l'idée que l'État reconnaît l'égalité des citoyens devant la loi, reflétée par le suffrage universel aux élections. « Un homme égale une voix ! ». Il est vrai que nos yeux voient un électeur faire tomber un bulletin dans l'urne comme chaque autre électeur, ni plus ni moins, mais pourtant, ce n'est pas la réalité. Ainsi s'est forgée la conception mystificatrice que l'État bourgeois serait placé au-dessus des classes, serait le garant de l'intérêt général, « l'arbitre » ou le recours impartial, en cas de conflits dans la société. Le courant réformiste et révisionniste dans le mouvement ouvrier a contribué à obscurcir les consciences en se ralliant à l'idéologie bourgeoise présentant l'État comme « neutre », « au service de tous », ou version « gauche » comme « produit du rapport de forces entre les classes » ou « social » grâce aux services publics. Ainsi le PCF révisionniste et auparavant la social-démocratie ont analysé la démocratie bourgeoise (celle existant avec ses limites de classe sous le capitalisme) comme la « démocratie » sans caractérisation de classe ! Dans cet ordre de pensée, les élections devenaient le moyen démocratique de choisir les équipes gouvernantes. Ce poison a imprégné l'ensemble des ouvriers, a fortiori les forces populaires. Ignorer ce phénomène négatif conduirait à de graves déboires. C'est là notre réalité objective qu'il faut appréhender pour pouvoir un jour la transformer (Marx). Prenons la question de « l'égalité » sous le capitalisme. Au-delà de l'égalité formelle, juridique, du fait des rapports de production d'exploitation de l'homme par l'homme, il y a inégalité sociale entre ceux qui produisent toutes les richesses sociales et ceux qui se les accaparent grâce à leur détention privée et légale (sous le capitalisme) des usines, banques, terres, services… Les lois, au-delà de l'égalité formelle, reconnaissent et défendent cette inégalité sociale et protègent le capital, sa propriété, son pouvoir politique. Sous le capitalisme, seuls les communistes peuvent démontrer cette réalité incontournable : les citoyens ne sont pas égaux entre eux ! « Nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique », et « Le suffrage universel ne donnera jamais rien de plus en l'état actuel », Lénine.

Rappelons enfin qu'environ 30 à 40 % des couches populaires et ouvrières, selon les estimations, sont interdits de vote : étrangers sans droit de vote, pauvres non inscrits sur les listes électorales (illettrisme, sans domicile fixe, non comptabilisation du fait d'obstacles administratifs, etc).

Cette élection législative a été marquée par un recul de l'abstention mais l'abstention est la première expression majoritaire des inscrits auxquels il faut rajouter les blancs et les nuls. Aux élections européennes deux semaines avant, malgré un des meilleurs scores depuis 1979, l'abstention et les votes nuls et blancs ont dépassé les 50 %. Cette faible augmentation de la participation, peut être difficilement interprétée comme un certain regain d'intérêt pour le débat politique, mais a pu être favorisée par le regain des luttes pour les salaires, la lutte des retraites en 2023, les luttes paysannes, les sujets du quotidien comme la vie chère, la guerre en Europe, cette volonté de prendre ses affaires en main, et l'abondance inédite des listes de candidats (38 listes après un record en 2019 déjà).

Cette désertion des urnes reste donc massive et significative d'un rejet de « l'offre politique ».

La macronie a subit une défaite aux européennes comme aux législatives avec moins de 15% des exprimés pour la liste macroniste (moins de 8% des inscrits) aux européennes et (20% des exprimés, 13% des inscrits) soit la perte de 75 députés.

Le courant de remise en question de la politique dominante mise en œuvre par le gouvernement, se renforce, mais les forces populaires ouvrières ne se sont pas libérées des [...]

partis bourgeois et petits bourgeois. Depuis 2017, dans l'accumulation des mesures régressives, liberticides et brutales, qui ont durement impacté un nombre croissant de travailleurs, de retraités et de jeunes. Pour défendre les intérêts exclusifs des monopoles et des banques, tous les coups possibles ont été portés contre la classe ouvrière : salaires, conditions de travail, pertes d'emplois, précarité, droit à la retraite et aux indemnités-chômage, loi anti-immigrés…, autant de leviers d'exploitation contre lesquels les luttes ont été nombreuses, mais peu victorieuses, faute de coordination et d'organisation suffisante de ces luttes. Un tel fossé s'est creusé entre ceux « d'en bas » et « ceux d'en haut », que le choix de l'abstention ou d'un parti (le RN) qui se prétend « anti-système » est également compréhensible. La remise en cause qui s'est manifesté dans l'abstention, les votes blancs et nuls inclut une proportion significative de protestations contre le gouvernement, ainsi qu'un discrédit envers le système politique bourgeois et ses partis, ainsi qu'envers l'UE et ses institutions, comme le Parlement européen. La confrontation pré-électorale en termes de dégénérescence, du faux duel Macron-Lepen et d'éloignement des problèmes critiques et surtout de leurs causes, a maintenu l'aversion du peuple envers les partis politiques. La baisse de l'abstention aux législatives peut également contenir d'importants votes par défaut, davantage « contre » un parti ou candidat que « pour » un parti ou candidat.

L'expression de la colère populaire a trouvé un débouché avec le RN (en tête avec 30 % des voix aux européennes et 23,3 % en 2019, 24,86% en 2014; 28 % aux régionales); contrairement aux discours il avait déjà été premier parti, l'absence de véritable parti représentant la classe ouvrière a inévitablement pesé car le RN consolide ses positions locales en voix et dans les secteurs populaires. Le vote RN est ouvrier avec 54% des ouvriers qui se sont exprimés (le premier parti des ouvriers étant celui de l'abstention, blanc ou nul) et les plus diplômés votent le moins pour le RN, sur le critère d'âge les plus jeunes votent moins RN (mais il y progresse), la tranche 50-59 ans a le plus de votants RN, les plus de 70 ans votent le moins RN.

Contrairement à 2019 aux européennes, les écologistes (13,5%) chutent avec 6 % (chute également en Allemagne) : les problèmes quotidiens devancent les problèmes écologiques car ils sont artificiellement séparés, car le lien n'est pas fait sur la cause unique à tous les problèmes de l'humanité (le capitalisme et sa propriété privée des moyens de production). Seule l'alliance électorale NFP a pu sauver le nombre de députés écologistes (26 contre 23 en 2022).

Enfin, les résultats (macronie, LFI) montrent peut-être également les premiers signes et limites du mouvementisme (rassemblement derrière un leader qui donne l'orientation, qui nomme les dirigeants…) en remplacement des Partis.

A ces élections législatives où nous n'avons pas de candidats puisque notre Parti Communiste se présente dans le but du développement de la conscience révolutionnaire et du développement du Parti, or, dans les conditions de la dissolution et du temps imparti notre petit parti était en incapacité de bien travailler en ce sens. L'attitude des marxistes envers les élections est donc de cibler le principal obstacle à attaquer, en déployant de manière compréhensible la politique du Parti. Pour notre Parti Communiste Révolutionnaire de France, c'est le capitalisme (propriété privée des moyens de production et d'échange), cause réelle de la crise, et son État. C'est l'objectif des candidats que nous avons présentés aux élections législatives de 2022. Tous les autres candidats s'inscrivent dans la défense des monopoles ou restent dans le cadre des rapports de production du capitalisme (PCF, France insoumise, NPA, et LO compris).

Différents aspects des résultats montrent donc que ces manœuvres ont été relativement efficaces pour maintenir à flot l'illusion de démocratie et le pouvoir des monopoles en place, mais ils révèlent aussi que les conditions de son futur renversement continuent de s'approfondir.

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
saAdresse postale : **Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**

Les tâches immédiates des communistes.

S'organiser dans la lutte sera décisif. En effet, le vote est aussi un moyen de détourner les masses des luttes. La bourgeoisie profite des périodes électorales pour faire croire que les citoyens vont pouvoir choisir leur avenir, voire décider librement de leur société au moyen des élections.

Les masses doivent faire leur propre expérience. L'histoire montre que ce sont les luttes qui soulagent les problèmes du peuple. Les colères exprimées dans le vote aux européennes doivent se traduire par le renforcement des organisations de classe, de masse. L'émergence de comités sur la base de nos revendications sera décisive.

Notre politique est d'entrer ou créer à notre initiative ou créer avec d'autres des comités pour y forger une **aile anticapitaliste et anti-impérialiste** dans le mouvement. Le point de départ d'un comité peut être différent et toujours sur des problèmes quotidiens concrets. Agir dans ces comités ou être à l'impulsion de nouveaux avec pour point d'ancrage **la défense des intérêts et des positions de la classe ouvrière,** avec l'objectif réitéré de favoriser tout ce qui va dans le sens de l'intervention des masses contre les petites bureaucraties.

Le travail dans ces comités a aussi ses motifs stratégiques. La révolution survient quand il y a crise révolutionnaire (ceux du haut ne peuvent plus diriger, ceux du bas ne veulent plus l'être).

La créativité des masses aboutit à la création *d'organes parallèles antiparlementaires* (communes-soviets-comités populaires). Le travail dans les comités de base, le soutien à tout ce qui développe la démocratie directe constitue un début de rupture objective avec les traditions parlementaires et délégataires particulièrement fortes dans le mouvement ouvrier français.

Ces comités de base – locaux et d'usine – (là les réformistes seront absents) travailleront au développement des luttes : grève, occupations d'usine, actions « coups de poing », grève générale. Sur cette base, en cas de crise révolutionnaire, ils peuvent constituer des organes de *double pouvoir* puis des *comités de prise du pouvoir* organisant la grève générale politique et le soulèvement populaire pour la révolution socialiste.

Dans ces comités constituant, pris ensemble, un véritable Front de lutte, d'action sociale, nous devons relier la lutte quotidienne contre les conséquences du capitalisme à la lutte générale contre le capitalisme et pour le socialisme, seule alternative populaire au capitalisme.

Bien des étapes/moments seront nécessaires :

a/ formation d'une aile anticapitaliste

b/ puis création au fur et à mesure des progrès du travail des communistes, d'un front populaire anticapitaliste (rupture des membres des comités avec les partis petits-bourgeois).



Bien sûr, notre inscription dans cette tactique, contribuera à accélérer le rythme de construction du Parti communiste (notre premier objectif stratégique (immédiat)).

Quant au PCF qui usurpe le nom de « communiste », c'est une nouvelle débâcle électorale confirmée, avec 2,3 % aux européennes (score empêchant encore le remboursement (3%) de ses frais de campagne), résultat au niveau de Jean Lassale et à 0,3 de plus que le parti animaliste, qui est, dirons-nous, au niveau de son slogan *« L'Europe des gens, pas l'Europe de l'argent »*, ou « *reprenons la main sur l'Europe* », sans commentaires … credo puéril, indigne d'un parti censé tenir un discours de classe lucide et travailler au renversement du système capitaliste… [...]

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
saAdresse postale : **Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**

Recul confirmé avec 9 députés PCF au lieu de 12 en 2022 et la défaite de Fabien Roussel son secrétaire.

N'oublions pas que tout tourne autour de l'élection présidentielle dans les institutions de la Vème monarcho-république et c'est encore un autre moment politique où le déchaînement des monopoles sera décisif pour la bourgeoisie, et les mobilisations populaires décisives pour notre classe.

Au-delà des contradictions qui apparaissent entre les différents secteurs qui composent cette bourgeoisie monopoliste, c'est elle, en définitive, qui sort gagnante de ces élections ; et les masses populaires, premières victimes des courants qui la représentent, se voient **privées d'une véritable alternative** aux politiques destructrices subies depuis des décennies.

Ce qu'il faut donc, à partir de maintenant, c'est que cette protestation, en particulier celle des jeunes et des ouvriers, s'exprime à travers leur participation active au mouvement, à la lutte organisée et à l'affirmation, qu'elle acquière les caractéristiques radicales, subversive de l'anticapitalisme et du socialisme-communisme.

L'Action Communiste Européenne continuera d'être présente au parlement européen avec 2 députés KKE (et une progression de 5 à 9%) et surtout pour organiser là où elle est présente la lutte populaire ouvrière dans chaque pays de l'entente de bandits que représente l'UE.

De nouveaux fardeaux viendront également s'ajouter du fait de l'augmentation des dépenses de guerre, qui pèseront sur les peuples d'Europe, car leur projet est, en raison de la crise économique, de la transformer en une « économie de guerre ».

Notre Parti et sa jeunesse seront là pour :

- la liaison et la réorganisation du mouvement ouvrier-populaire et son dégagement du réformisme

- Mener des batailles pour révéler et empêcher les orientations et directives anti-populaires

- Renforcer la coordination des luttes avec la classe ouvrière mais aussi les paysans, les intellectuels, les jeunes, les femmes dans chaque pays et dans tous les pays de l'UE, pour que les peuples continuent d'être sur les chemins de lutte contre les guerres, les monopoles, les lobbies de la corruption, de l'exploitation.



Le peuple doit être vigilant, croire en ses propres forces avec en France la construction de son Parti d'avant garde de la classe ouvrière, son parti communiste révolutionnaire et non les caricatures réformistes ou révisionnistes actuelles de soi-disant PCF, organisations radicales ou dites communistes qui appellent à voter et à défendre les programmes de Roussel, LFI ou NFP ou ne comprennent pas la question de l'État et revendiquent l'étapisme.

C'est pourquoi nous devons travailler avec la classe ouvrière de France, les couches populaires, la jeunesse et les retraité-e-s pour un large front d'action : la seule alternative politique se construit dès à présent dans nos luttes convergentes pour nos droits et nos revendications, dans le rejet du système capitaliste criminel et du réformisme qui le protège ! La seule alternative politique passe donc par la reconstruction d'un Parti de la classe ouvrière, dont l'objectif ne peut être que le renversement de la classe capitaliste pour aller vers une société socialiste-communiste.

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
Adresse postale : **Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**